

**GROUPEMENT DE COMMANDE DES COMMUNES DE  
COURNONSEC -GIGEAN - LAVERUNE - PIGNAN – SAUSSAN**

**MANDATAIRE COMMUNE DE COURNONSEC  
34 rue du Jeu de Tambourin  
34 660 COURNONSEC**

**Consultation pour la fourniture de repas livrés en liaison froide  
A destination des services de restauration scolaires et  
Des centres de loisirs sans hébergement (CLSH)**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

**Référence du marché : MAPA2025-01**

**Date limite de réception des offres : 23/05/2025 - 12H00**

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

## CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

### Maître d'ouvrage Coordinateur du groupement :

#### **COMMUNE DE COURNONSEC**

Mairie de COURNONSEC  
34 rue du Jeu de Tambourin  
34 660 COURNONSEC  
Tél. : 04.67.85 60 10  
Courriel : [mairie@cournonsec.fr](mailto:mairie@cournonsec.fr)

### Assistant Maîtrise d'Ouvrage :

#### **EMPREINTES CULINAIRES**

12, Rue de la Tuilerie  
37 550 SAINT AVERTIN  
37 550 SAINT AVERTIN  
Tél : 02 34 74 41 29  
Port : 06 26 22 51 56  
Interlocuteur : Sylvain AIRAUD  
Email : [sylvain.airaud@empreintes-culinaires.fr](mailto:sylvain.airaud@empreintes-culinaires.fr)

### Objet de la consultation :

Fourniture de repas livrés, en liaison froide, à destination des services de restauration scolaires et des centres de loisirs sans hébergement (CLSH) des Communes du GROUPEMENT.

### Documents constitutifs de la consultation :

La présente consultation est constituée :

- ↳ Du Règlement de la Consultation (RC),
- ↳ L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière (bordereau des prix unitaires),
- ↳ Du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- ↳ Du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- ↳ Du Cadre de Réponse (CDR) associé,
- ↳ Le détail quantitatif estimatif (DQE),
- ↳ Le détail estimatif des prix unitaires,
- ↳ La convention constitutive du groupement de commande.

### Remise des offres :

Délai de validité : **120 jours**

Date limite de réception : **vendredi 23 mai 2025**

Heure limite de réception : **12H00**






# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. - PRESENTATION DU GROUPEMENT DE COMMANDE ET DU CONTEXTE :</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
Article 2.1. - Objet de la consultation	5
Article 2.2. - Procédure de passation	5
Article 2.3. - Décomposition de la consultation	5
Article 2.4. - Conditions de participation des concurrents	5
Article 2.5. - Nomenclature communautaire	6
<b>ARTICLE 3. - OBJET DU MARCHÉ :</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4. - CONDITIONS DE LA CONSULTATION ET PROCEDURE :</b>	<b>6</b>
Article 4.1. - Durée du marché - Délais d'exécution	6
Article 4.2. - Variantes et Options	6
Article 4.3. - Délai de validité des offres	6
Article 4.4. - Mode de règlement du marché et modalités de financement	7
Article 4.5. - Conditions particulières d'exécution	7
Article 4.6. - Contenu du dossier de consultation	7
Article 4.7. - Présentation des candidatures et des offres	7
Article 4.8. - Documents à produire concernant la candidature	7
Article 4.8.1. - Pièces de la candidature	8
Article 4.9. - Documents à produire concernant l'offre	10
<b>ARTICLE 5. - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE D'OFFRE :</b>	<b>10</b>
Article 5.1. - Transmission sur papier	10
Article 5.2. - Remise d'une offre « dématérialisée » imposée	10
Article 5.2.1. - Modalité de dépôt d'une copie de sauvegarde	11
<b>ARTICLE 6. - ÉLIMINATION DES CANDIDATS, JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :</b>	<b>12</b>
Article 6.1. - Élimination des candidats	12
Article 6.2. - Jugement des offres	12
Article 6.2.1. - Jugement de la valeur technique de l'offre	13
Article 6.3. - Jugement de la valeur économique de l'offre	13
<b>ARTICLE 7. - NÉGOCIATION :</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 8. - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET VISITE DES RESTAURANTS :</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 9. - JUGEMENT DE CONTESTATION :</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 10. - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES OFFRES :</b>	<b>15</b>

## **ARTICLE 1. - PRESENTATION DU GROUPEMENT DE COMMANDE ET DU CONTEXTE :**

La commune de COURNONSEC est désignée coordonnateur du groupement de commandes, au sens des articles L2113-6 et L2113-7 de la commande publique. Le siège du coordonnateur est situé à la Mairie de COURNONSEC, 34 rue du Jeu de Tambourin, 34 660 COURNONSEC.

### Membres du Groupement

-  La commune de Cournonsec
-  La commune de Gigean
-  La commune de Lavérune
-  La commune de Pignan
-  La commune de Saussan

### Missions du coordonnateur :

En vertu de la convention constitutive de groupement de commande signée le 03/04/2025, la commune de COURNONSEC, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc...) et passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation....) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature des marchés, de leur notification et de leur reconduction expresse pour le compte de l'ensemble des membres du groupement (après consultation des différents membres du groupement concernant leur souhait, en ce qui les concerne, de reconduire ou non le marché).

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres.

### Obligations des membres du groupement :

Chaque commune restera responsable de l'exécution du marché qui sera conclu à l'issue de la procédure de passation avec le prestataire retenu.

Les obligations des communes membres du groupement sont les suivantes :

- Exécuter financièrement le contrat en procédant aux commandes, aux règlements des factures et autres dépenses à hauteur de ses propres besoins,
- Exécuter techniquement le marché à hauteur de ses propres besoins,
- Gérer tout litige ou contentieux avec le titulaire du marché pour ses propres besoins en informant le coordinateur pour les besoins du suivi du marché.

## **ARTICLE 2. - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION**

### **Article 2.1. - Objet de la consultation**

**L'objet de la consultation concerne** LA FOURNITURE DE REPAS EN LIAISON FROIDE AUX RESTAURANTS SCOLAIRES ET AUX CENTRES DE LOISIRS

**Lieux d'exécution :** Communes de COURNONSEC, GIGEAN, LAVERUNE, PIGNAN, SAUSSAN.

L'objet du présent marché est détaillé et précisé dans le C.C.T.P.

### **Article 2.2. - Procédure de passation**

Le présent marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques figurant dans la liste publiée au Journal Officiel de la République Française N° 0077 du 31 mars 2019 (avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques : « 7. Services d'hôtellerie et de restauration », De 55510000-8 à 55524000-9 [Services de cantine, de restauration scolaire, de traiteur et de livraison de repas] ».), il est passé selon la procédure adaptée en vertu de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Le présent marché est donc passé selon une procédure adaptée suivant les dispositions des articles R2123-1 et suivant du code de la commande publique.

La forme du présent marché revêt le caractère de fournitures.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre conclu avec un maximum en quantité de 1 440 000 repas sur la durée totale du marché passé avec un opérateur économique, passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Seuls les bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Les quantités estimatives sont présentées dans le détail quantitatif estimatif sur la base annuelle estimée de 2024. Ces données sont fournies à titre indicatif et n'engagent en rien les acheteurs publics concernés par le présent marché.

### **Article 2.3. - Décomposition de la consultation**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots

### **Article 2.4. - Conditions de participation des concurrents**

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

## **Article 2.5. - Nomenclature communautaire**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification complémentaire
Service de restauration scolaire 555 21 200	Pour enfants et adultes

## **ARTICLE 3. - OBJET DU MARCHÉ :**

L'objet du présent marché est de confier à un exploitant, ci-après dénommé le « PRESTATAIRE », la livraison de repas en liaison froide pour les restaurants scolaires du premier degré et des centres de loisirs sans hébergement des Communes du GROUPEMENT, ci-après dénommées le « GROUPEMENT », ceci dans le cadre d'une activité de restauration sociale, au vu des textes législatifs suivants : article 278-0 bis E du CGI, et de l'arrêté du 21 décembre 2009 abrogeant partiellement l'arrêté du 29 septembre 1997 d'autre part.

Le GROUPEMENT représente les communes de COURNONSEC (34 660), GIGEAN (34 770) LAVERUNE (34 880), PIGNAN (34 570) et de SAUSSAN (34 570). Le coordinateur du GROUPEMENT est la commune de COURNONSEC.

Le GROUPEMENT et le PRESTATAIRE sont dénommés individuellement « la Partie » et collectivement « les Parties », au sein des documents constituant la présente consultation.

Afin de l'accompagner dans la présente démarche de consultation, le GROUPEMENT a décidé de s'adjoindre les services de la société Empreintes Culinaires, Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, prénommée « AMO » dans les documents constituant la présente consultation, située 12 Rue de la Tuilerie à Saint Avertin (37 550).

L'étendue et la nature des prestations sont définies au sein du CCTP.

## **ARTICLE 4. - CONDITIONS DE LA CONSULTATION ET PROCEDURE :**

### **Article 4.1. - Durée du marché - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché sont fixés à l'acte d'engagement et dans le C.C.A.P, et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

### **Article 4.2. - Variantes et Options**

Une variante est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Aucune autre variante ni option n'est autorisée.

### **Article 4.3. - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### **Article 4.4. - Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

#### **Article 4.5. - Conditions particulières d'exécution**

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2112- 2 et L2112-3 du code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprise ou établissements visés par à l'article L2113-15 du code de la commande publique.

#### **Article 4.6. - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière (bordereau des prix unitaires)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Du Cadre de Réponse associé (CDR) Le détail quantitatif estimatif (DQE).
- Le détail estimatif des prix unitaires
- La convention constitutive du groupement de commande.

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le profil d'acheteur de la commune accessible depuis la plateforme des marchés de Montpellier Méditerranée Métropole (adresse du site :

<https://marches.montpellier3m.fr>).

#### **Article 4.7. - Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

#### **Article 4.8. - Documents à produire concernant la candidature**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui : Justificatifs à produire quant aux qualités et capacité du candidat, Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :

#### **Article 4.8.1. - Pièces de la candidature :**

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC 1 (lettre de candidature) et DC 2 (déclaration du candidat) dans leur dernière version ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [Répondre au marché : préparer le dossier de candidature | Entreprendre.Service-Public.fr](https://www.service-public.fr/marche). Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les déclarations, certificats et attestations suivantes prévues aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique :

- ✓ La lettre de candidature, et en cas de groupement l'habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 ou forme libre), et un document attestant que le signataire de l'offre est habilité à engager la société à hauteur du montant du marché ;
- ✓ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcé(s) à cet effet ainsi que la justification de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- ✓ Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R2143-6 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

#### **Article 4.8.1.1. -Pour la capacité économique et financière des candidats**

1° Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

2° Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

3° Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

#### **Article 4.8.1.2. -Pour les capacités techniques et professionnelles des candidats**

1. Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

2. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;



3. L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité.
4. Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
5. L'indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché public ;
6. L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;
7. Des descriptions ou photographies des fournitures ;
8. Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
9. Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
10. Lorsque les produits ou les services à fournir sont complexes ou que, à titre exceptionnel, ils doivent répondre à un but particulier, un contrôle effectué par l'acheteur ou, au nom de celui-ci, par un organisme officiel compétent du pays dans lequel le fournisseur ou le prestataire de services est établi, sous réserve de l'accord de cet organisme ; ce contrôle porte sur les capacités de production du fournisseur ou sur la capacité technique du prestataire de services et, si nécessaire, sur les moyens d'étude et de recherche dont il dispose ainsi que sur les mesures qu'il prendra pour contrôler la qualité ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

## **DUME**

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus. Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

#### **Article 4.9. - Documents à produire concernant l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- ✓ L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financières (bordereau de prix unitaires) : daté et signé, à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
- ✓ L'ensemble des annexes demandés au C.C.T.P
- ✓ Le Cadre de Réponse renseigné des engagements du candidat daté et signé,
- ✓ Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) daté et signé,
- ✓ Le détail estimatif du prix unitaire daté et signé.

IMPORTANT :

Il est rappelé au candidat qu'il n'y a pas obligation de remettre une offre commerciale. Son attention doit essentiellement être portée sur les éléments de réponse renseignés au CDR qui serviront de base à l'analyse.

En revanche, le candidat a la possibilité de fournir tout document ou justificatif à l'appui des bordereaux du CDR, en y faisant référence au sein de ce dernier.

**IMPORTANT** : Concernant le Cadre de Réponse (CDR), en sus d'une version « PDF » signée, le candidat en fournira également une version « Excel » (format d'origine du fichier).

A son dossier de réponse, en annexe du CDR, le candidat pourra joindre tout document, mémoire technique, en sus des éléments demandés afin de justifier de son expertise en la matière.

#### **ARTICLE 5. - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE D'OFFRE :**

##### **Article 5.1. - Transmission sur papier :**

Les remises de type « papier » **ne sont pas autorisées** pour cette procédure.

Les offres non dématérialisées ne sont pas acceptées dans le cadre de la présente consultation.

##### **Article 5.2. - Remise d'une offre « dématérialisée » imposée**

L'offre du candidat devra être remise avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement, soit le **vendredi 23 mai 2025 à 12h00**.

Les offres dématérialisées seront remises par voie électronique sur le profil acheteur de la commune de COURNONSEC. L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations. Elle se fait à l'adresse suivante :

<https://marches.montpellier3m.fr>

Les offres doivent être déposées en passant directement par la plateforme.

Précautions à prendre à l'avance pour répondre aisément par voie électronique :

Le soumissionnaire doit :

- Être équipé d'un poste informatique répondant aux conditions d'utilisation de la plate-forme (accessibles en pied de page de la plate-forme : exigence d'environnement Java, acceptation des applets et des fichiers de sécurité, etc.).
- Être équipé d'un certificat électronique de signature avec le niveau de sécurité adéquat dès lors que la consultation le prévoit. Cette démarche peut prendre jusqu'à deux ou trois semaines selon les fournisseurs. Une fois ce certificat obtenu, le soumissionnaire pourra répondre sous forme électronique à toutes les consultations.
- Disposer d'un temps suffisant pour effectuer les manipulations de réponse et le transfert intégral des fichiers à transmettre, la date et heure de fin de réception des plis électroniques étant la date et heure de référence du dépôt complet de la réponse.

**Article 5.2.1. - Modalité de dépôt d'une copie de sauvegarde :**

Conformément à l'article R2132-11 du CCP et à l'arrêté du 22 mars 2019 modifié, fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, le candidat qui communique son offre par voie électronique peut également déposer son offre sur support physique électronique, à titre de copie de sauvegarde, sous pli cacheté comportant la mention suivante :

**« Copie de sauvegarde – GROUPEMENT DE COMMANDE – Restauration scolaire –  
Offre pour la fourniture de repas livrés en liaison froide  
À destination des services de restauration scolaires et CLSH nom du candidat  
NE PAS OUVRIR ».**

La copie de sauvegarde sera déposée à l'adresse suivante :

**COMMUNE DE COURNONSEC**  
Mairie de COURNONSEC  
34 rue du Jeu de Tambourin  
34 660 COURNONSEC

La copie de sauvegarde devra impérativement parvenir à cette adresse avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent règlement.

Horaires d'ouvertures de la Mairie en cas de dépôt contre récépissé :

Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30, à l'exception des jours fériés.

Détection d'un programme informatique malveillant :

Tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'antivirus, à la charge du candidat.

Tout fichier constitutif du pli électronique devra être exempt de tout virus informatique et devra être traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un antivirus professionnel régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre des procédures de marché public.

La personne publique pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique, afin de conserver une trace de la malveillance du programme. Celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

Il en ira de même des copies de sauvegarde transmises par l'opérateur économique, le cas échéant, sur support physique électronique.

Toutefois, pour un document électronique relatif à une offre, le pouvoir adjudicateur pourra décider de faire application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique et demander à l'opérateur économique de procéder à un nouvel envoi du document, qui devra être transmis au pouvoir adjudicateur selon des modalités identiques à celles initialement retenues par l'opérateur économique.

En revanche, s'il s'avère qu'un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans l'ensemble des documents de l'offre qui lui sont transmis, il ne sera pas fait application de l'article R.2144-2 du Code susmentionné et l'offre concernée sera rejetée, sous réserve des développements relatifs à la copie de sauvegarde.

Dans le respect de l'article R2132-11 du code de la commande publique, selon lequel les candidats peuvent transmettre, parallèlement à l'envoi électronique de leurs plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou bien sur support papier, la procédure suivante s'applique.

Les offres transmises par voie électronique, dans lesquelles un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur, donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde parvenue dans les délais de dépôts des plis, lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus) dans le pli dématérialisé.

L'utilisation de la copie de sauvegarde régularisera la candidature/offre en termes de virus informatique.

## **ARTICLE 6. - ÉLIMINATION DES CANDIDATS, JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :**

### **Article 6.1. - Élimination des candidats**

Si à l'ouverture de l'enveloppe, le GROUPEMENT constate que des pièces sont manquantes, il pourra demander au candidat de les fournir dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à dix (10) jours calendaires.

Ainsi, les critères d'élimination des candidats seront les suivants :

- Candidat n'ayant pas fourni l'ensemble des documents selon les articles 4.8 et 4.9 du présent Règlement de Consultation,
- Candidat dont les références techniques et financières (moyens en personnels et matériels dont dispose le candidat, garanties financières qu'il est susceptible d'apporter) par rapport à la prestation, objet de la consultation, sont manifestement insuffisantes.

### **Article 6.2. - Jugement des offres**

Le GROUPEMENT choisit l'offre économiquement la mieux-disante, appréciée en fonction des critères suivants, avec leur pondération :

**La valeur technique de l'Offre : 60 points sur 100**

**La valeur économique de l'Offre : 40 points sur 100**

### **Article 6.2.1. - Jugement de la valeur technique de l'offre :**

Ce critère présentera les sous-critères suivants :

Valeur technique de l'offre - Critères		Pondération de l'offre à 60%
<b>QUALITE DE L'OFFRE ALIMENTAIRE : 40% décomposés ci-contre</b>	Part des produits frais entrant dans la composition des recettes	12%
	Qualité culinaire et nutritionnelle des menus fournis et Respect des dispositions de présentation des menus fournis prévues au CCTP	10%
	Recherche d'approvisionnements en circuits courts (niveau de relation avec les producteurs et cohérence de l'offre)	8%
	Qualité de l'offre des repas végétariens (variété et approche technique) et de l'offre de produit BIO (variété au sein des menus et au CDR) Outils de communication et de contrôle du PRESTATAIRE concernant le respect de la loi Egalim	10%
<b>QUALITE DE L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT 20% décomposés ci-contre</b>	Actions mises en œuvre en faveur du développement durable	5%
	Qualité des animations (calendaires, thématiques)	4%
	Respect de la saisonnalité présenté au sein des menus, des calendriers de production et des démarches locales	6%
	Communication à destination des élèves et parents d'élèves	2%
	Formations à destination du personnel du GROUPEMENT	3%

Chaque sous-critère est évalué sur la base de la notation suivante :

Note	Appréciation
10	Excellente
8	Très bon
6	Bon
4	Moyen
2	Médiocre
0	Inadapté

Il pourra être donné des notes intermédiaires (1 – 3 – 5 – 7 – 9) en fonction des offres.

### **Article 6.3. - Jugement de la valeur économique de l'offre :**

Le jugement de ce critère sera opéré en multipliant le prix proposé de chaque prestation inscrite au bordereau de prix du CDR par les effectifs annuels indiqués à l'article 8.2 du CCTP.

Le jugement du critère prix sera réalisé selon la formule énoncée ci-après :

$$\begin{array}{ccccc} & & \text{Nombre de points} & & \text{Prix le plus bas} \\ \text{Nombre de points} & = & \text{maximum possibles} & \times & \\ \text{attribués} & & \text{d'être attribués} & & \text{Prix de l'offre} \end{array}$$

Les erreurs de multiplication, d'addition qui seraient constatées dans le bordereau de prix seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

#### **ARTICLE 7. - NÉGOCIATION :**

Le GROUPEMENT se réserve le droit de négocier, par tout moyen qu'elle jugera utile, avec le ou les candidats ayant fait les meilleures propositions après jugement des offres.

La négociation sera menée avec les quatre (4) meilleures offres régulières et acceptables classées au regard des critères d'analyse des offres définis au présent règlement de consultation.

Cette négociation sera réalisée selon le principe d'une soutenance orale programmée le **jeudi 26 juin 2025** à un horaire communiqué au plus tard le vendredi 20 juin 2025 aux candidats admis à négocier dans les locaux de la mairie de COURNONSEC.

L'heure de passage des candidats admis à cette phase de négociation sera formalisée par courriel.

Chaque candidat disposera d'1h30 (Une heure trente minutes), répartie comme suit : 30 (trente) minutes de présentation au libre-choix du candidat et 1H00 (une heure) de questions-réponses.

La négociation ne peut porter sur l'objet de la convention ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux. Le pouvoir adjudicateur ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci.

A cette occasion un repas type pourra être demandé aux candidats retenus.

#### **ARTICLE 8. - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET VISITE DES RESTAURANTS :**

Le GROUPEMENT se réserve le droit d'apporter au présent règlement de consultation des modifications mineures.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, une demande écrite, conjointement via la plateforme des marchés et au responsable de la consultation :

<https://marches.montpellier3m.fr>  
[mairie@cournonsec.fr](mailto:mairie@cournonsec.fr)

Une réponse collective sera alors adressée en temps utile à tous les candidats, ayant été admis à soumissionner, afin de respecter le principe d'équité.

### **IMPORTANT :**

Une visite préalable sur les différents sites est proposée avant le dépôt des offres. Ces visites seront réalisées sur rendez-vous, collectivement ou individuellement, selon les inscriptions sur les créneaux communiquées par chaque commune. Chaque candidat devra faire la demande de visite auprès de chaque commune du GROUPEMENT afin de visiter le(s) restaurant(s) satellite(s) de la commune concernée.

Les coordonnées pour la prise de rendez-vous sont les suivants :

- COURNONSEC : [servicejeunesse@cournonsec.fr](mailto:servicejeunesse@cournonsec.fr) + [centreloisirs.cournonsec@orange.fr](mailto:centreloisirs.cournonsec@orange.fr)
- GIGEAN : [sophie.germain@ville-gigean.fr](mailto:sophie.germain@ville-gigean.fr)
- LAVERUNE : [a.tohfa@mairiedelaverune.fr](mailto:a.tohfa@mairiedelaverune.fr)
- PIGNAN : [julien.aquilina@pignan.fr](mailto:julien.aquilina@pignan.fr) + [julien.molina@pignan.fr](mailto:julien.molina@pignan.fr)
- SAUSSAN : [administratif@saussan.fr](mailto:administratif@saussan.fr) + [adjoindemaire.saussan@hotmail.fr](mailto:adjoindemaire.saussan@hotmail.fr)

Chaque demande sera conjointement transmise au contact de la commune concernée et à l'adresse [servicejeunesse@cournonsec.fr](mailto:servicejeunesse@cournonsec.fr) en indiquant en objet : « **CONSULTATION POUR LA FOURNITURE DE REPAS LIVRES EN LIAISON FROIDE** », et en communiquant : la date et l'horaire de visite souhaitée, les noms, prénoms du(des) représentant(s) du candidat, présent(s) à cette visite.

La visite des restaurants est organisée **entre le lundi 14 avril 2025 et le vendredi 25 avril 2025**. Les horaires de ces visites seront fixés dès positionnement des candidats.

A l'occasion de cette visite, le(s) représentant(s) du candidat se muniront d'un « kit visiteur » permettant l'accès aux locaux de restauration dans des conditions de salubrité optimales.

Lieu du rendez-vous pour la visite : Communiqué lors de la validation du rendez-vous par chaque commune.

Durant toute sa présence sur les sites du GROUPEMENT le Candidat se conformera à toute directives qui lui seront communiquée en termes de sécurité des biens et des personnes (port du masque, distanciation, mesure Vigipirate,...) et des obligations de discrétions et de confidentialités qui pourrait lui être indiquées (photographie, documents interne, ...).

Une attestation justifiant de la réalisation de la visite par le candidat sera remise à l'issue de la visite.

### **ARTICLE 9. - JUGEMENT DE CONTESTATION :**

Les contestations qui s'élèvent entre le GROUPEMENT et le PRESTATAIRE au sujet du présent marché sont soumises au tribunal administratif de Montpellier (34).

Préalablement à ce recours contentieux, les contestations peuvent être portées par la Partie la plus diligente devant le Préfet qui s'efforce de concilier les Parties dans un délai d'1 (un) mois.

### **ARTICLE 10. - PROPRIETE INTELLECTUELLE DES OFFRES :**

Les propositions, documents et éléments présentés par les candidats demeureront leur propriété intellectuelle. Aucune indemnité ne sera attribuée aux candidats en raison de leur participation à la consultation.

La GROUPEMENT s'interdit d'en faire état sans l'accord du candidat pendant la phase de négociation qui suivra la remise des offres, et jusqu'à la signature de la convention.

\*\*\*\*\*